

Index AI : PRE01/645/2011
22 December 2011

La Syrie impose la peine de mort pour l'armement des «terroristes», tandis que le nombre de morts augmente fortement

Il est probable qu'une nouvelle loi introduite cette semaine, qui prévoit l'application de la peine de mort aux personnes participant à l'armement de « terroristes », ne fasse qu'aggraver les violences meurtrières en Syrie, a déclaré Amnesty International jeudi 22 décembre, alors que le nombre de morts a bondi ces derniers jours.

Cette semaine, l'une plus sanglante depuis le début des manifestations pro-réforme, quelque 170 personnes – dont environ 70 déserteurs – auraient été tuées lorsque les forces gouvernementales ont attaqué le village de Kafr Awaid dans la province d'Idlib (nord-ouest du pays). Des dizaines de soldats syriens auraient également perdu la vie.

L'agence de presse officielle SANA a annoncé mardi 20 décembre que Bachar el Assad, le président syrien, avait promulgué une loi prévoyant l'application de « la peine de mort à quiconque fournit des armes ou aide à fournir des armes en vue de la commission d'actes terroristes ».

« Cette loi pourrait avoir de graves conséquences car les autorités syriennes affirment que les manifestations antigouvernementales sont le fait de " terroristes armés " », a déclaré Philip Luther, directeur par intérim du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Les autorités syriennes doivent immédiatement abroger cette loi, qui n'est qu'un nouvel outil brutal dans leur arsenal répressif », a-t-il ajouté.

Un témoin a décrit à Amnesty International avoir vu les corps sans vie d'environ 100 villageois à la suite du pilonnage de la partie ouest de Kafr Awaid mardi 20 décembre. Il a expliqué qu'ils avaient fui leurs maisons de peur d'être arrêtés chez eux.

Certains de ceux qui ont été tués avaient précédemment été appréhendés. Sur des séquences vidéo obtenues par Amnesty International, qui montrent, semble-t-il, les corps des personnes tuées, certaines de celles-ci ont les mains attachées.

« Quarante des personnes ayant perdu la vie étaient des militants comme moi, ainsi que des amis proches », a confié cet homme à Amnesty International.

« La vision de ces corps est quelque chose d'inimaginable. Je me demande pourquoi ils sont morts et pas moi. Les raids ont continué à Idlib aujourd'hui, et nous appelons à l'aide », a-t-il dit.

Une quarantaine des déserteurs, a ajouté ce témoin, se cachaient des forces de sécurité dans une ferme située dans le village et ont été abattus sur place. Leurs corps ont été emmenés par les forces de sécurité.

Des milliers d'autres personnes ont été arrêtées depuis le début des manifestations en faveur de la réforme

en Syrie à la mi-mars, et nombre d'entre elles sont détenues au secret dans des lieux inconnus où les actes de torture et les autres formes de mauvais traitements seraient monnaie courante. Amnesty International a recueilli les noms de plus de 200 personnes qui seraient mortes en détention en Syrie depuis avril.

Signe de l'opposition internationale grandissante aux effusions de sang en Syrie, l'Assemblée générale des Nations unies a voté à une écrasante majorité lundi 19 décembre afin de condamner les atteintes aux droits humains commises par le gouvernement du président Bachar el Assad, et demandé qu'il soit immédiatement mis fin à la violence.

Parallèlement, des consultations devaient reprendre jeudi 22 décembre au sujet d'un nouveau projet de résolution sur la Syrie au sein du Conseil de sécurité des Nations unies.

Depuis avril 2011, Amnesty International demande au Conseil de sécurité de confier le dossier syrien au procureur de la Cour pénale internationale, et d'imposer un embargo total sur les armes à destination de la Syrie ainsi qu'un gel des avoirs du président el Assad et d'autres personnes ayant ordonné ou perpétré de graves violations des droits humains.